

**DIRECCTE
ÎLE-DE-FRANCE**

Dossier mensuel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

9 mai 2017

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi



- Ce diaporama vous est adressé en début de mois.
- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques.
- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

idf.statistiques@direccte.gouv.fr
- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 9 juin 2017.

Sommaire

Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

Marché du travail

Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois

Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département

Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe

Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge

Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel

Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA

Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi

Page 12 : taux de chômage (Insee)

Emploi

Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 14 : déclarations préalables à l'embauche

Page 15 : évolution récente de l'intérim

Page 16 : évolution récente de l'emploi salarié

Accompagnement des mutations économiques

Page 18 : activité partielle

Page 19 : procédures de licenciement collectif

Marché du travail

Par rapport à décembre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (tenus de rechercher un emploi et sans activité) a diminué en mars 2017 : -0,2 % (soit 1 400 demandeurs), pour atteindre 664 000, contre -0,5 % au niveau national.

Cependant, de nombreux demandeurs ayant exercé une activité réduite (cat. B et C) auraient vu leurs contrats se terminer au mois de mars, basculant en catégorie A. En effet, le nombre de demandeurs en catégorie B et C est en forte baisse ce mois-ci en Ile de France tout comme au niveau national : -1,4% contre -2,7% au niveau national.

Au total, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C est en légère baisse sur un mois (-0,3 %), et reste stable sur trois mois et sur un an (+0,1 %).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a diminué de -1,6% dans la région et de -0,9% en France métropolitaine.

Depuis plus d'un an, la demande d'emploi des femmes progresse plus rapidement que celle des hommes.

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C, a reculé de -5,5 % en Ile-de-France en un an, soit 5 300 jeunes demandeurs de moins qu'en mars 2016. A l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans a augmenté de +5,1 % sur un an.

Les dynamiques sont différentes suivant les départements : en catégorie A, B et C, Paris, les Yvelines et les Hauts-de-Seine enregistrent des baisses, au contraire des autres départements.

Au quatrième trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active, en diminution de 0,1 point par rapport au troisième trimestre 2016 et de 0,2 points par rapport à fin 2015. Il est toujours inférieur de 1,1 point à celui de la France métropolitaine. Il demeure supérieur à sa valeur d'avant la crise de 2008, même si un mouvement de baisse semble amorcé.

Emploi

Au quatrième trimestre 2016, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) a augmenté par rapport à la même période de 2015, que l'on considère tous les contrats ou seulement les contrats de plus de six mois et CDI.

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands a poursuivi sa hausse au quatrième trimestre en Île-de-France (+0,4% par rapport au troisième trimestre, +1,3% sur un an), toujours soutenu par les services marchands. L'intérim est en forte hausse sur 3 mois, notamment dans l'industrie et la construction.

Mutations économiques

Le nombre d'heures d'activité partielle autorisées est, depuis le début de l'année, très inférieur au niveau de 2016. La construction reste le principal utilisateur de ce dispositif avec plus de 60 % des heures autorisées de la région en 2017.

33 PSE ont été initiés en novembre, menaçant plus de 3 600 emplois. Ce chiffre élevé intervient après quatre mois consécutifs durant lesquels le nombre de postes menacés par des PSE avait été relativement limité.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mars 2017

Mars 2017	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	663 920	3 508 100	0,2	1,3	-0,2	1,2	-1,6	-0,9
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	964 940	5 503 800	-0,3	-0,2	0,1	0,7	0,1	0,9

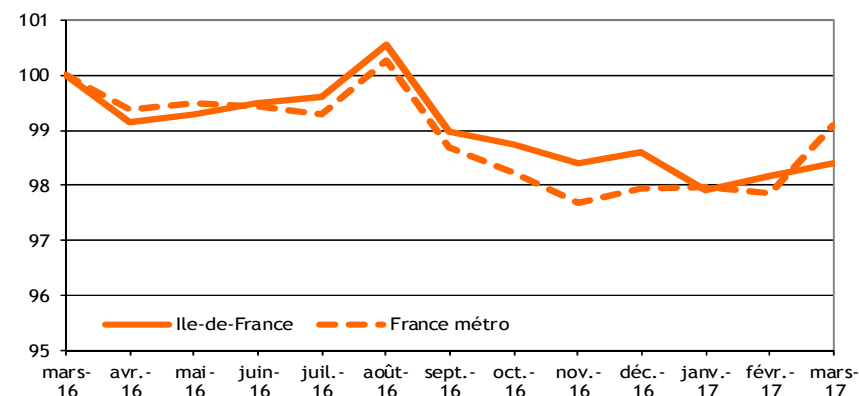
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs de catégorie A a diminué en Ile-de-France : -0,2 % (soit -1 400 demandeurs), à l'inverse du niveau national (+1,2 %). Alors que ces évolutions sur trois mois étaient plutôt similaires au cours des deux premiers mois de 2017, cet écart s'explique par la forte évolution du seul mois de mars : par rapport à février, on observe une légère augmentation pour la région, semblable au mois de janvier (+0,2 %), alors qu'au niveau national, la demande d'emploi est en nette hausse (+1,3 %).

Cependant, ces évolutions enregistrées en catégorie A s'expliquent en grande partie par des transferts d'autres catégories de demandeurs d'emploi. Ainsi, de nombreux demandeurs ayant exercé une activité réduite (cat. B et C) auraient vu leurs contrats se terminer au mois de mars, basculant en catégorie A. En effet, le nombre de demandeurs en catégories B et C est en forte baisse ce mois-ci en Île-de-France tout comme au niveau national : -1,4% contre -2,7% au niveau national.

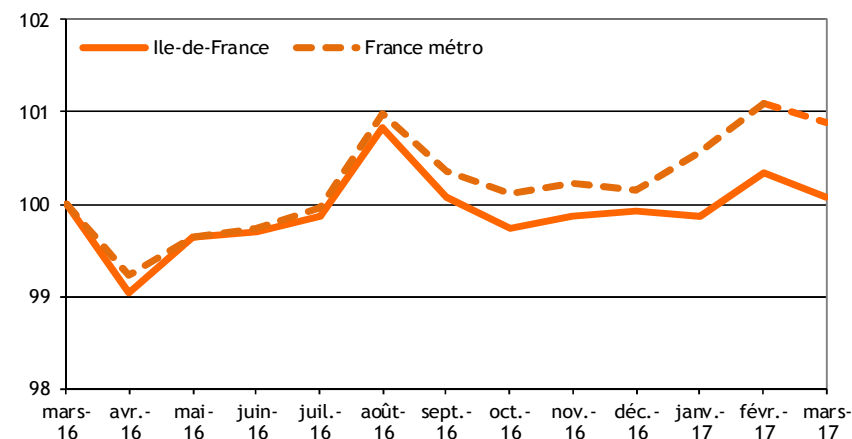
Au total, en prenant en compte les demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories A, B et C), le nombre de demandeurs d'emploi dans la région est en légère baisse sur un mois (-0,3 %), et stable sur trois mois et sur un an (+0,1 %).

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en mars 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en mars 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département) à la fin du mois de mars 2017

Données CVS-CJO Mars 2017	cat. A	évolution mensuelle	évolution trimestrielle	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trimestrielle
Paris	131 680	0,2	-0,4	199 330	-0,4	-0,4
Seine-et-Marne	66 340	0,6	0,9	98 770	-0,2	0,8
Yvelines	63 680	0,1	-1,3	93 420	-0,5	-0,3
Essonne	58 510	-0,2	-0,3	87 340	-1,0	0,2
Hauts-de-Seine	78 530	0,0	-0,8	112 380	-0,4	-0,2
Seine-Saint-Denis	118 420	0,3	-0,1	165 100	0,1	0,4
Val-de-Marne	75 090	0,5	-0,1	106 190	0,1	0,2
Val-d'Oise	71 670	0,3	0,5	102 410	-0,2	1,0
Île-de-France	663 920	0,2	-0,2	964 940	-0,3	0,1
France métropolitaine	3 508 100	1,3	1,2	5 503 800	-0,2	0,7

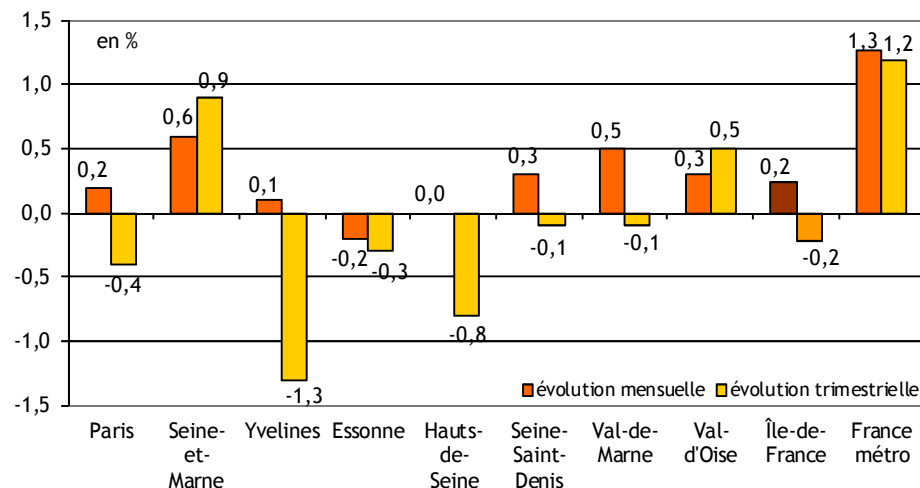
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

L'évolution de la demande d'emploi en catégorie A est très différente suivant les départements franciliens. En effet, sur les trois derniers mois, elle varie de -1,3 % dans les Yvelines à +0,9 % en Seine-et-Marne. Sur un mois, seule l'Essonne voit ce nombre diminuer (-0,2 %).

De même, en catégories A, B et C et sur trois mois, les évolutions ne sont pas homogènes : les variations se situent entre -0,4 % pour Paris et +1,0 % dans le Val-d'Oise. Entre février et mars, hormis pour la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne (+0,1%) l'ensemble des départements est en repli.

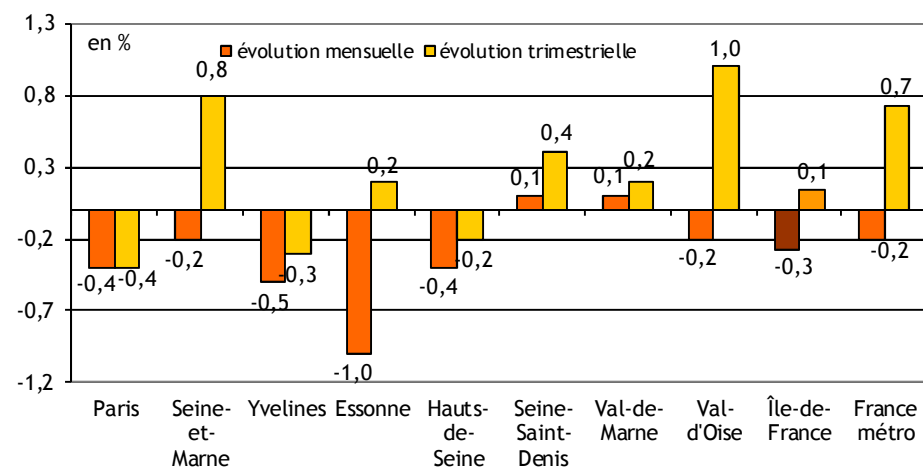
Sur un an, à l'exception de la Seine-et-Marne, l'ensemble des départements enregistre une baisse en catégorie A. A contrario, les évolutions en A, B et C sont différentes, avec notamment des hausses dans les départements de grande couronne, en particulier l'Essonne et la Seine-et-Marne (+1,6 %), et une baisse franche dans les Hauts-de-Seine (-1,5 %).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

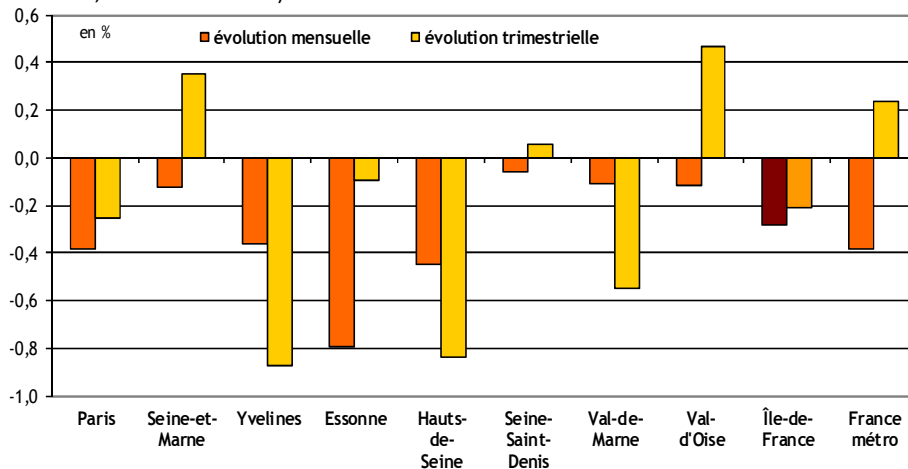
Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC) à la fin du mois de mars 2017

En catégorie A, B et C, sur les trois derniers mois, la demande d'emploi a diminué de -0,2 % pour les hommes et a augmenté de +0,2 % pour les femmes. Au niveau national, la différence d'évolution sur trois mois est davantage marquée (+0,2 % pour les hommes et +1,2 % pour les femmes).

Sur un an, la demande d'emploi des femmes a progressé (+1,0 %) et celle des hommes est en diminution (-0,8 %), augmentant légèrement l'écart autour de 1,8 point (1,7 point au niveau national).

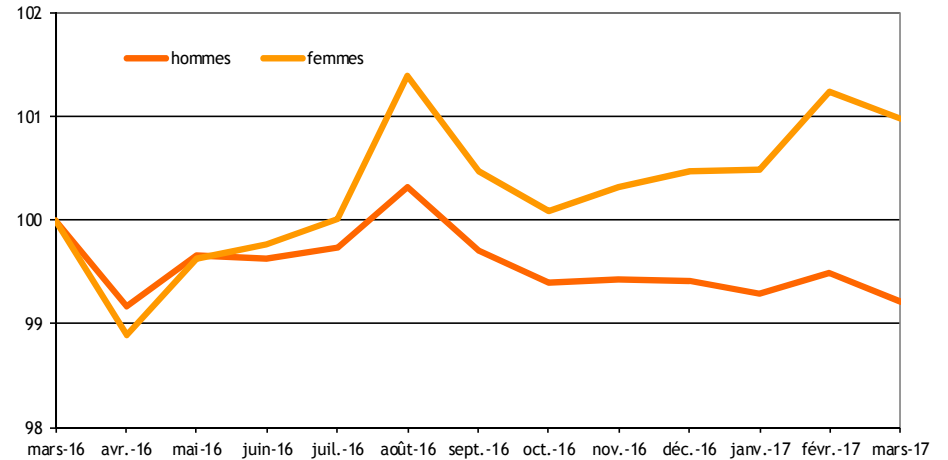
L'évolution de la demande d'emploi ces derniers mois est sensiblement plus dégradée pour les femmes dans les Hauts-de-Seine et dans le Val-de-Marne, contrairement à Paris, qui est le seul département où la demande d'emploi des femmes diminue plus rapidement que celle des hommes (resp. -0,6 % et -0,3 % sur trois mois).

Evolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



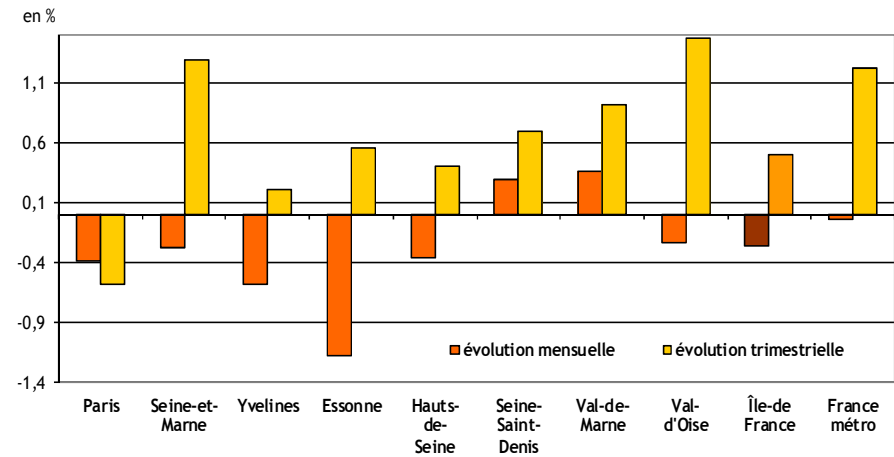
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (Catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 mars 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

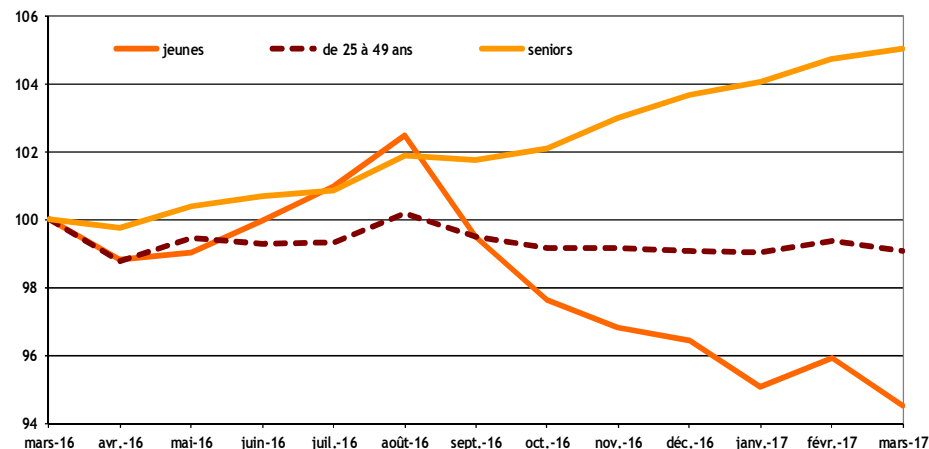
Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC) à la fin du mois de mars 2017

Suivant les classes d'âge, les évolutions sont différentes : les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sont en constante hausse, a contrario des plus jeunes en baisse importante.

Les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans ont enregistré une forte baisse sur trois mois : -2,0 %, soit -1 900 demandeurs en moins. Au niveau national, le recul est moins important (-0,4 %). Les jeunes retrouvent ainsi le même niveau que cinq ans plus tôt, mais restent plus nombreux qu'en octobre 2011 (91 950 contre 85 000). L'ensemble des départements est concerné par cette baisse, en particulier Paris et les Hauts-de-Seine (resp. -3,6 % et -2,6 %).

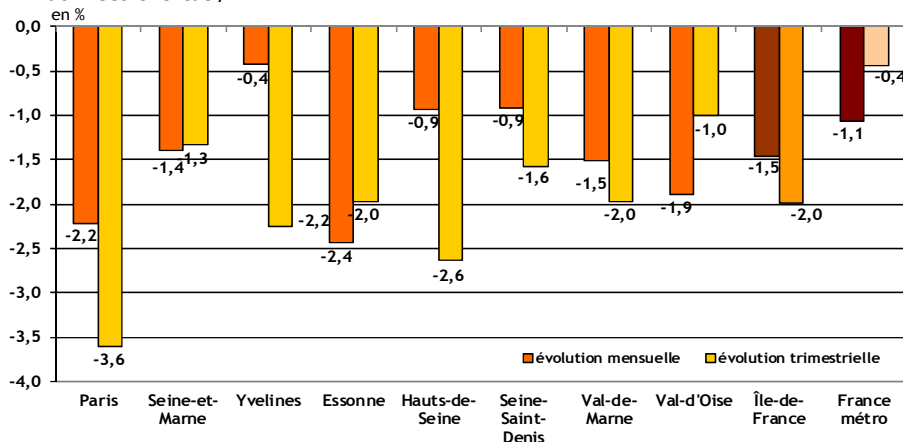
A l'opposé, la demande d'emploi des plus de 50 ans continue d'augmenter : +1,3 % sur trois mois, contre +1,6 % au niveau national. Sur un an, la hausse est assez proche de celle de la France métropolitaine (+5,1% contre +5,7 %).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 mars 2016)



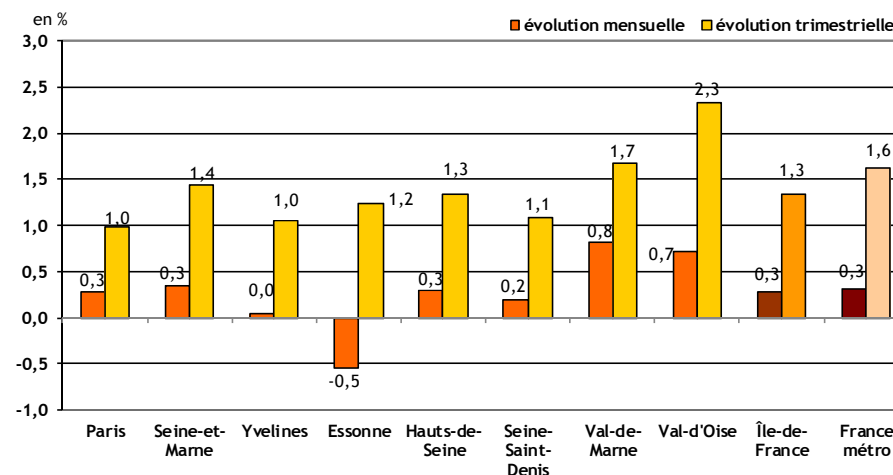
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché à la fin du mois de mars 2017

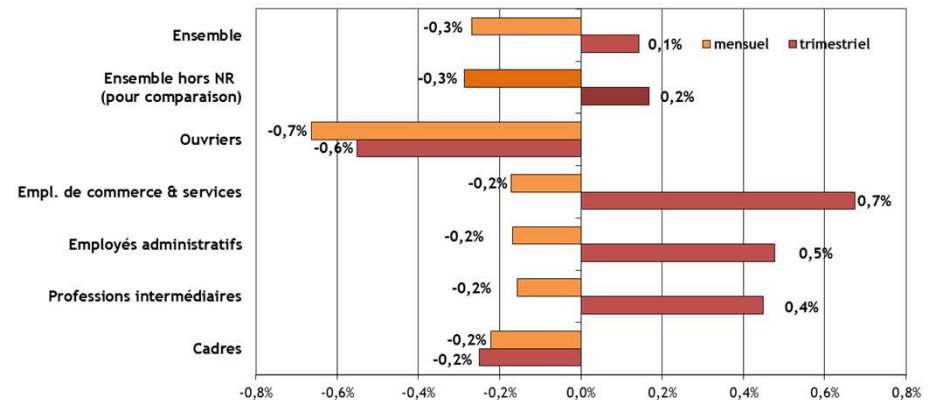
Avertissement : depuis mars 2016 le « nouveau parcours du demandeur d'emploi » est entré en vigueur en Île-de-France (généralisant notamment la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi). On déplore une perte de qualité dans l'information du métier recherché par le demandeur d'emploi. Ainsi, le nombre de « non renseignés » pour la catégorie socio-professionnelle passe d'environ 700 en février 2016 à plus de 7 000 en septembre 2016 et près de 5 000 en mars 2017. Après un fort effet négatif les premiers mois, cela n'influe presque plus sur l'évolution sur trois mois pour les différentes catégories professionnelles, le nombre de « non renseignés » passant de 5 200 à 4 940 entre décembre 2016 et mars 2017.

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi est en augmentation pour l'ensemble des catégories professionnelles des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B et C (+0,1%). Le nombre de demandeurs d'emploi augmente davantage pour les employés de commerce et de services (+0,7 %), alors que les cadres et les ouvriers enregistrent des baisses (resp. -0,2% et -0,6 %).

Hormis pour les secteurs de la « santé, action sociale, culturelle et sportive », de la « banque et assurance » et des « services aux particuliers », qui voient leur demande d'emploi augmenter sur trois mois, les autres domaines professionnels sont en repli, en particulier l'informatique et le BTP (resp. -0,9% et -0,7 %).

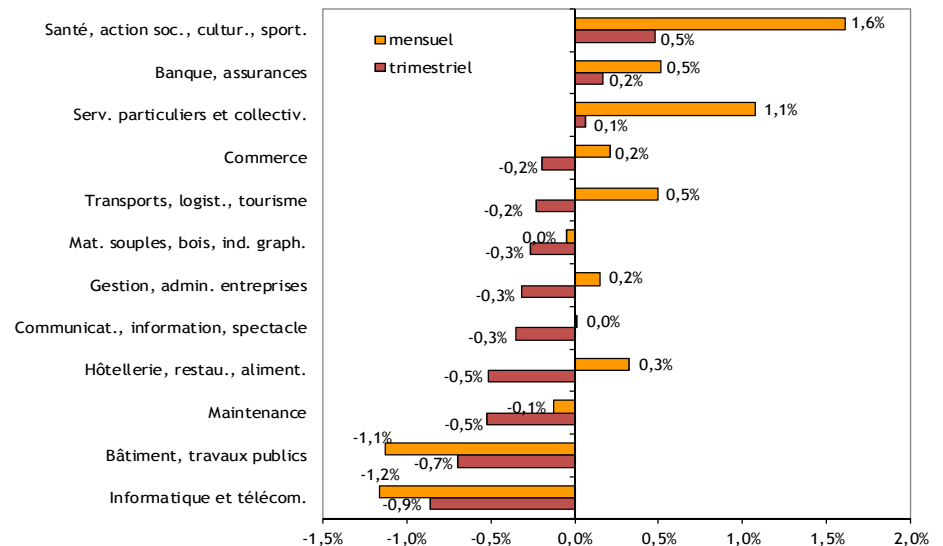
* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA à la fin du mois de mars 2017

Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA									
Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro
12,9%	10,9%	11,7%	10,2%	11,8%	16,6%	12,5%	12,6%	12,8%	13,9%

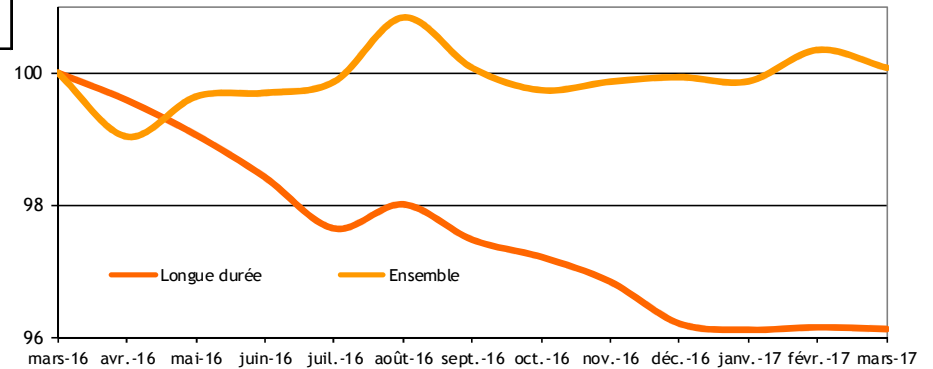
Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) s'est stabilisé sur trois mois (-0,1 %), comme au niveau national (+0,1 %). Sur un mois, les évolutions sont similaires (+0,0%). Ainsi, le phénomène de réinitialisation du compteur d'ancienneté des demandeurs d'emploi concernés par le plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation » (passage en catégorie D) semble être terminé.

La part de demandeurs ayant des droits ouverts au RSA dans la région est inférieure à celle du niveau national (12,8 % contre 13,9 %). La Seine-Saint-Denis affiche la plus forte part tandis qu'elle est la plus basse pour l'Essonne.

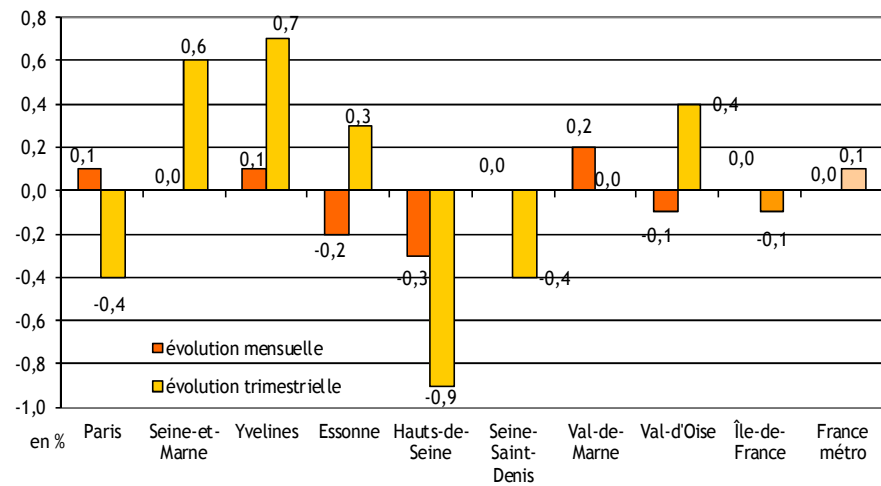
Depuis le 1^{er} janvier 2016, la prime d'activité a remplacé le RSA activité. Ceci a un impact massif sur les séries de demandeurs d'emploi au RSA : on ne compte quasiment plus de demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » ou « activité seule », tandis que le nombre de demandeurs d'emploi au RSA « socle seul » enregistre une forte hausse, sans doute liée au fait que les demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » basculent sur le RSA « socle seul ». Les données du nombre de demandeurs d'emploi en RSA ne sont donc plus comparables avec celles des mois précédents.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 mars 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

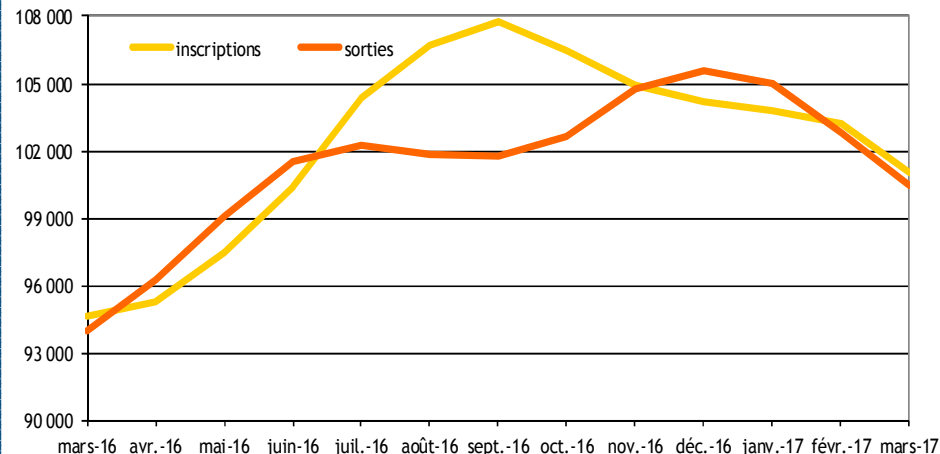
Depuis fin 2015, des modifications sont apportées aux modalités d'inscription des demandeurs d'emploi à Pôle emploi (refonte des motifs d'entrée sur les listes, généralisation de la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi), permettant notamment de mieux retracer les motifs d'inscription. Sans effet sur le total des entrées en catégories A, B, C, elles ont cependant un impact sur la répartition par motif des entrées.

Les évolutions mensuelles de sorties de catégories A, B, C pour défaut d'actualisation sont heurtées depuis plusieurs mois, ce qui affecte, à la hausse ou à la baisse selon les mois, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C. Ceci pourrait s'expliquer, au moins en partie, par une sensibilité des comportements d'actualisation au nombre de jours ouvrés dans la période d'actualisation suite au changement du calendrier d'actualisation en janvier 2016. Il convient donc de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois.

Sur trois mois glissant, le nombre de sorties est en forte baisse (-6,6 %). Le motif de défaut d'actualisation représentant 42 % du total des sorties, cela limite l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. On peut cependant observer que, hormis le motif « arrêt de recherche », tous les motifs enregistrent des baisses et que le phénomène de recul des « entrées en stage » s'amplifie ces trois derniers mois. Toutefois ce motif concerne seulement 10 000 sorties (en moyenne sur les 3 derniers mois). Les sorties pour « reprise d'emploi déclaré » restent stables.

Le nombre d'inscriptions est également en baisse sur trois mois glissants : -6,3 %, et se généralise à l'ensemble des motifs d'entrées. Cependant le nombre d'inscriptions reste en hausse sur un an (+3,2 %). En particulier, les entrées pour motifs « reprise d'activité » sont en forte baisse en moyenne trimestrielle (-3,4%), après avoir fortement augmenté au cours de 2016. Elles correspondaient pour moitié à des réinscriptions des demandeurs d'emploi ayant bénéficié de stages de formation.

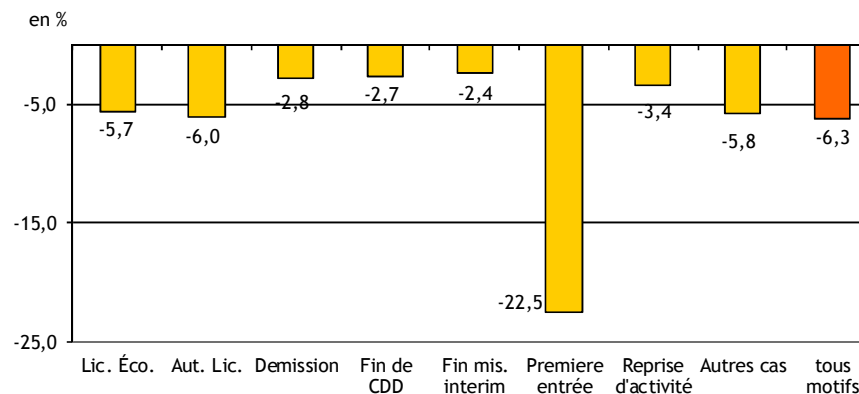
Evolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Île-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Avertissement : Divers événements de nature administrative rendent difficile l'interprétation des évolutions des entrées et des sorties

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Île-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Le taux de chômage au 4^{ème} trimestre 2016

Au quatrième trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, en baisse de 0,1 point par rapport au troisième trimestre. Le taux de chômage en France métropolitaine a lui aussi diminué, atteignant 9,7 % au 4^{ème} trimestre 2016.

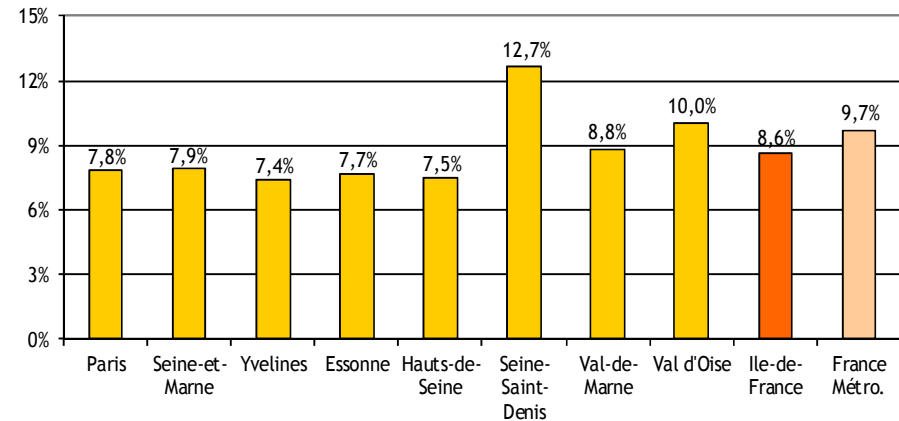
Sur un an, le taux de chômage a baissé de 0,2 point en Île-de-France ainsi qu'en France métropolitaine.

Le taux de chômage francilien reste cependant supérieur de 2,3 points à sa valeur d'avant la crise (6,3% au premier trimestre 2008). Il en est de même en France métropolitaine avec 2,5 points de plus qu'au 1^{er} trimestre 2008. Après une période d'équilibre autour de 9% depuis 2013, l'amorce du mouvement de baisse semble ralentie.

La Seine-Saint-Denis, dont le taux est structurellement le plus élevé de la région avec 12,7%, a vu son taux de chômage se stabiliser par rapport au trimestre précédent et reculer de 0,2 point sur un an.

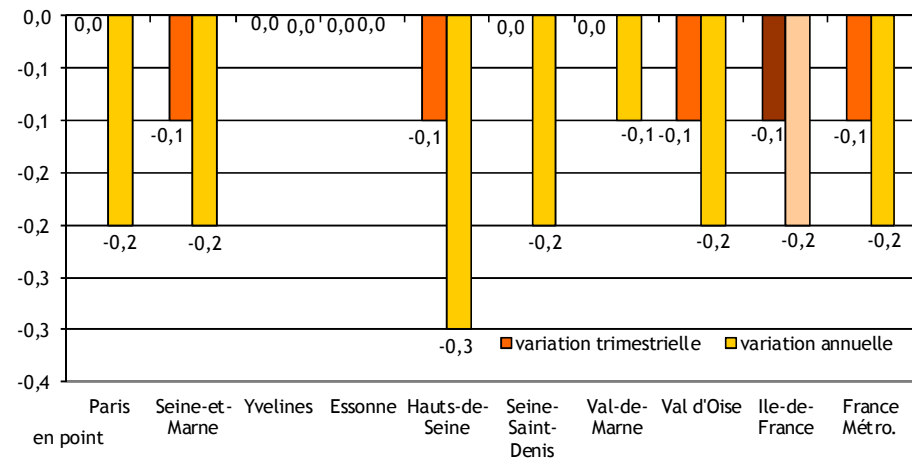
A contrario, Il a très peu diminué sur un an dans les Yvelines et en Essonne. Avec Paris, les Hauts-de-Seine et la Seine-et-Marne, ces cinq départements ont aujourd'hui des taux de chômage inférieurs à 8%.

Taux de chômage localisé au 4^{ème} trimestre 2016 (données CVS)



Source : Insee

Evolution du taux de chômage localisé au 4^{ème} trimestre 2016 (données CVS)

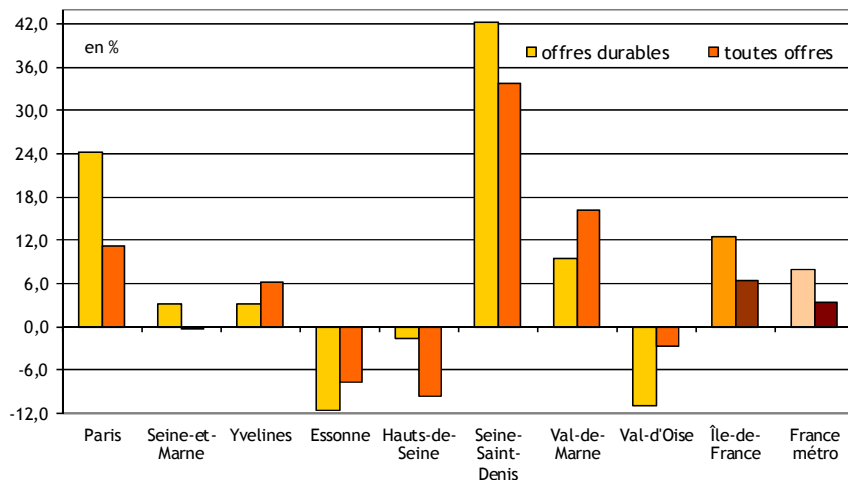


Source : Insee

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin mars 2017

En mars 2017, 55 200 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 35 200 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)

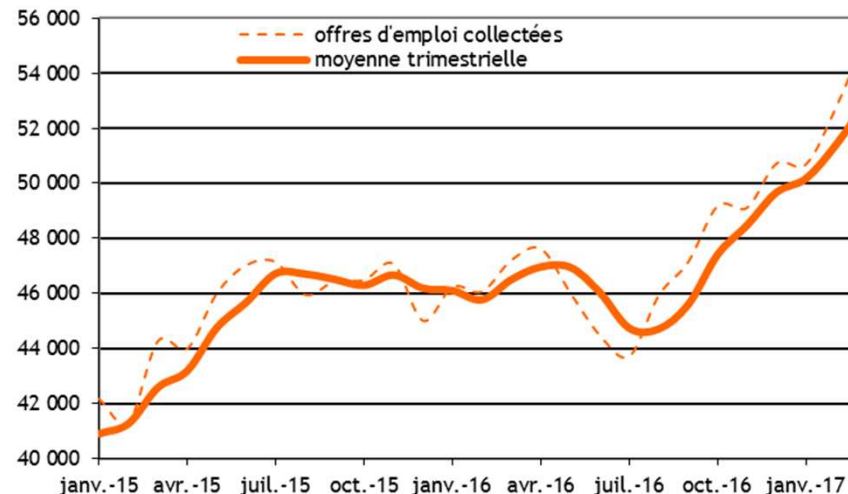


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Sur trois mois glissants, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région est en forte hausse (+6,4 %), avec notamment la progression des offres durables (+12,5 %). En France métropolitaine, le total des offres augmente moins rapidement qu'en Île-de-France (+3,3 %), tout comme les offres durables (+8,1 %).

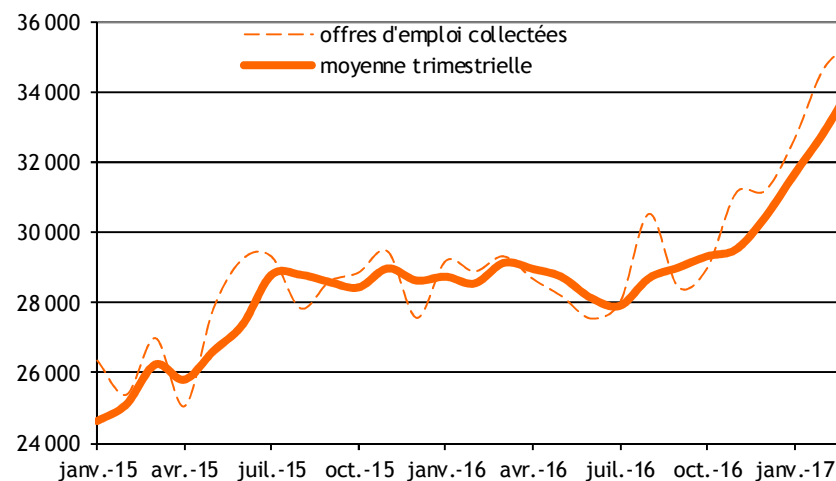
Sur un an, en moyenne trimestrielle, les offres enregistrées dans la région sont également en progression (+13,7 %), ainsi que les offres durables (+17,5 %).

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis janvier 2015 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution du nombre total d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis janvier 2015 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au quatrième trimestre 2016

Près de 2 millions de Déclarations Préalables A l'Embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au quatrième trimestre 2016 en Île-de-France, dont 380 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au quatrième trimestre 2016 (par rapport au quatrième trimestre 2015) a augmenté tous contrats confondus en Île-de-France (+2,2 %) et pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +7,7 %).

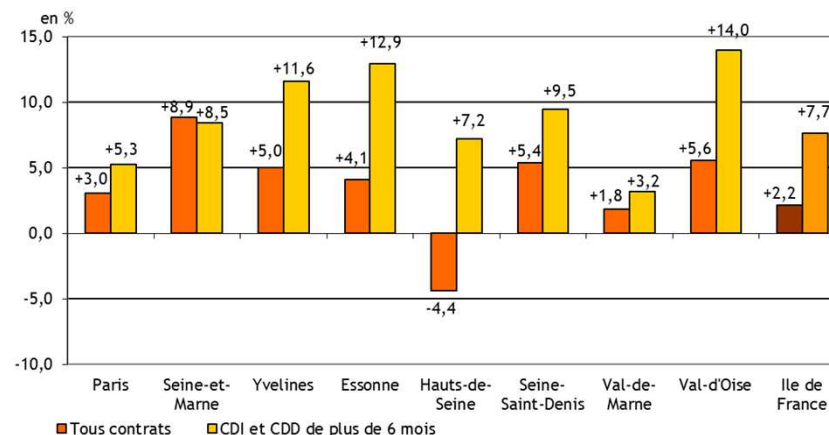
Tous contrats confondus, le Val-d'Oise, l'Essonne et les Yvelines ont connu une augmentation annuelle très importante (respectivement + 14,0 %, + 12,9 % et +11,6 %). En revanche, cette évolution est plus faible pour Paris (+5,0 %) et le Val-de-Marne (+3,2 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, la Seine-et-Marne progresse le plus fortement (+8,9 %). Les Hauts-de-Seine connaissent en revanche une baisse des contrats durables (- 4,4 %).

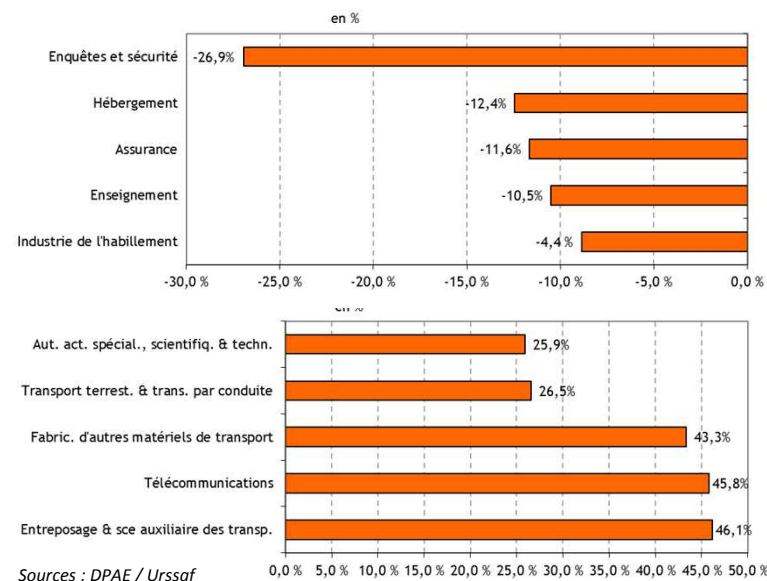
L'entreposage et service auxiliaire de transport, les télécommunications et la fabrication d'autres matériels de transport ont connu une très forte augmentation des contrats durables (plus de 40 % d'augmentation).

Le secteur des enquêtes et de la sécurité a connu la baisse la plus importante (-26,9 %).

Évolution des déclarations préalable à l'embauche par département (4^e trim. 2016 – 4^e trim. 2015)



Les cinq secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante (4^e trim. 2016 – 4^e trim. 2015)



Sources : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin janvier 2017

Près de 326 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de janvier 2017 en Île-de-France (CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 102 000 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

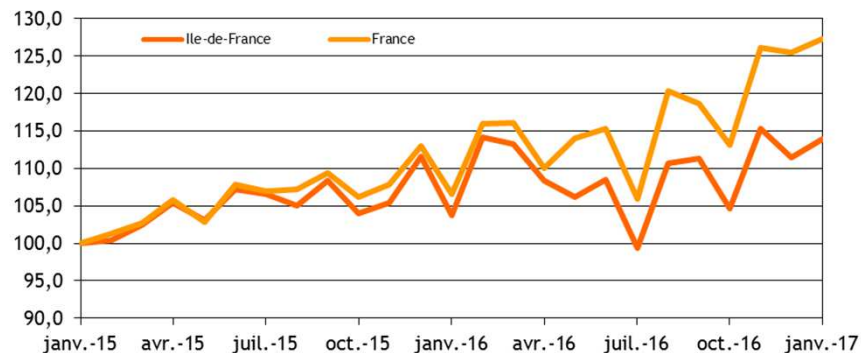
Par rapport au mois précédent, le nombre de contrats signés a augmenté, tout comme le nombre d'intérimaires en EETP. En moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires est également en hausse : +4,3 % par rapport aux trois mois précédents (données CVS), et atteint ainsi un niveau comparable à celui de 2011.

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en nette augmentation : +6,4 % pour le nombre d'EETP sur trois mois glissants. Cela s'explique par la forte augmentation dans la fabrication de matériel de transport (+23,0 %) et dans la métallurgie (+14,4 %), alors que les industries agro-alimentaire sont en repli.

L'activité intérimaire dans la construction poursuit sa hausse, confirmant un deuxième semestre 2016 en forte progression : +8,2 % sur les trois derniers mois, par rapport aux trois précédents.

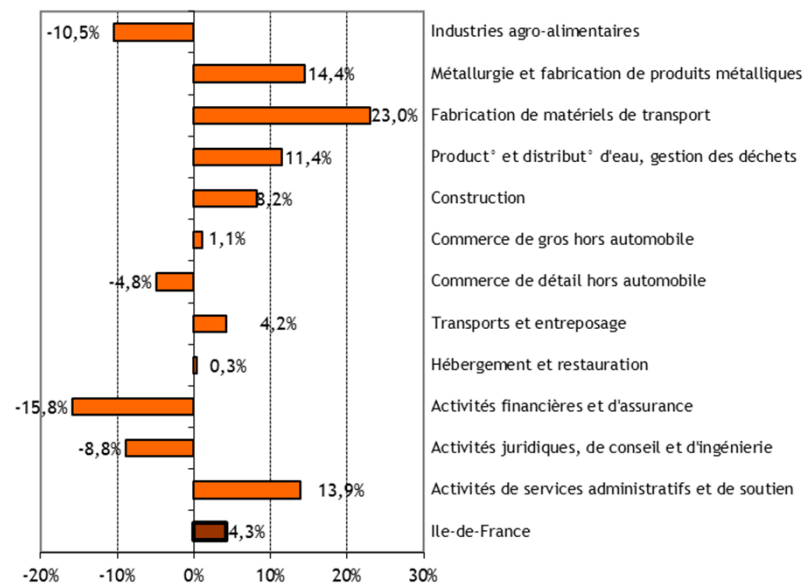
L'intérim augmente également dans le tertiaire (+2,5 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents), mais avec des différences suivant les principaux secteurs d'activités : des hausses dans les activités de services administratifs et de soutien et dans le transport et entreposage (resp. +13,9 % et +4,2 %) et des reculs dans les activités financières, les activités de conseil et d'ingénierie et le commerce de détail (resp. -15,8% , -8,8 % et -4,8 %).

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 à fin janvier 2015)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

L'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2016

Au quatrième 2016, l'emploi salarié marchand francilien progresse de +0,4 % (soit +18 700 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente également de 0,4 % (+64 500 emplois).

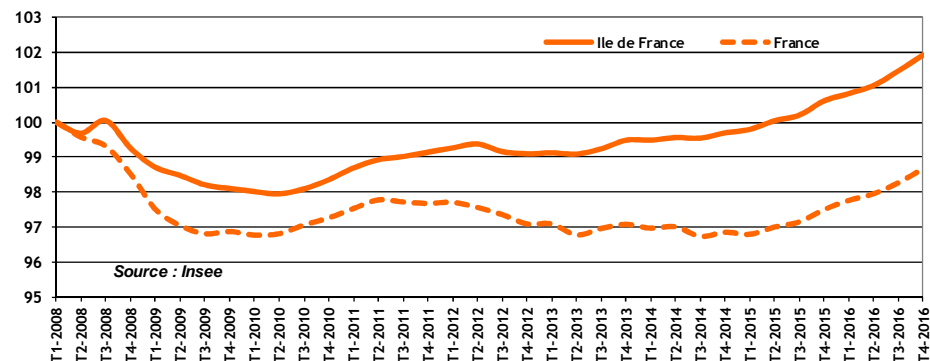
Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en nette augmentation (+1,3 %, soit +53 800 emplois). Il confirme ainsi le dynamisme de l'emploi francilien qui a notamment dépassé son niveau d'avant-crise au cours de l'année 2015.

Au quatrième trimestre 2016, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement (Paris, la Seine-et-Marne, le Val-de-Marne et le Val d'Oise) ne sont pas les mêmes qu'au trimestre précédent. De leur côté, les Hauts-de-Seine et la Seine Saint-Denis enregistrent les évolutions les plus faibles.

Sur un an, l'emploi salarié marchand a surtout progressé en Essonne, en Seine-et-Marne, dans le Val d'Oise, la Seine Saint-Denis et à Paris tandis que les Yvelines, les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne affichent des augmentations modérées.

Ce sont Paris, la Seine-et-Marne et l'Essonne qui contribuent en nombre à l'augmentation de l'emploi salarié avec 35 000 emplois en plus depuis le quatrième trimestre 2015 sur les 53 800 emplois supplémentaires enregistrés dans la région depuis un an.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 4 ^{ème} trimestre 2016	Evolution trimestrielle (par rapport au 3 ^{ème} trimestre 2016)		Evolution annuelle (par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2015)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 315 802	10 231	0,8	23 633	1,8
Seine-et-Marne	314 709	3 490	1,1	5 760	1,9
Yvelines	367 496	1 672	0,5	3 272	0,9
Essonne	307 912	1 416	0,5	5 629	1,9
Hauts-de-Seine	827 432	-3 362	-0,4	4 871	0,6
Seine-Saint-Denis	426 589	1 003	0,2	4 907	1,2
Val-de-Marne	358 457	2 211	0,6	1 844	0,5
Val-d'Oise	250 437	2 004	0,8	3 915	1,6
Ile-de-France	4 168 833	18 666	0,4	53 831	1,3
France métropolitaine	15 736 200	64 500	0,4	187 300	1,2

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

L'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2016

Au quatrième trimestre 2016, l'emploi décroît légèrement dans l'industrie (-0,3 %, soit - 1100 emplois) et progresse modérément dans la construction (+0,1 %, soit +170 emplois) et le commerce (+0,1 %, soit 660 emplois). L'emploi dans les services marchands poursuit son augmentation : +0,7 % soit +18 900 emplois.

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de -1,0 % dans l'industrie et augmenté de +0,2 % dans la construction. Au sein de l'industrie, tous les secteurs d'activités, et particulièrement la fabrication d'équipements électriques et électroniques, perdent un nombre important d'emplois (-3,0%, soit -2 200 emplois). Seul celui de la fabrication des denrées alimentaires enregistre une légère hausse (+0,8%).

L'emploi salarié dans le commerce connaît une progression annuelle de +0,5 % (+3 800 emplois), légèrement ralentie par rapport aux évolutions positives des précédents trimestres.

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de +2,0 % (+53 900 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim augmente ce trimestre mais semble soumis à des évolutions erratiques. Sur un an, l'intérim a tout de même connu une augmentation importante de +12,6 %.

Tous les autres secteurs d'activité des services marchands ont quant à eux enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, le secteur informatique et communication (+2,4 %, soit 8 900 emplois) et celui des services spécialisés aux entreprises (+1,9 %, soit +17 800 emplois) ont connu la plus forte croissance hors celui de l'intérim.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 4^{ème} trimestre 2015 et le 4^{ème} trimestre 2016, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Source : Insee

L'activité partielle en mars 2017

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en mars	96	28	6	16	6	9	19	6	6
cumul 2017	304	63	30	55	29	18	56	21	32
cumul 2016 (mars)	410	77	58	77	48	32	27	41	50
Heures associées en mars	321 387	46 283	4 802	118 483	9 722	15 681	27 324	71 477	27 615
cumul 2017	1 364 689	105 171	104 295	3 318 451	261 120	86 549	1 748 835	1 313 711	1 695 503
cumul 2016 (mars)	2 522 536	131 725	270 367	1 136 022	195 304	200 092	5 718 616	22 163 511	3 102 051
Evolution	-45,9%	-20,2%	-61,4%	-70,8%	33,7%	-56,7%	205,7%	-40,7%	-45,4%

En mars dernier, 96 décisions d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 321 400 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France. Un volume en baisse de 27 % par rapport au mois de février.

La mesure est en nette baisse depuis le début de l'année dans tous les départements sauf la Seine-Saint-Denis et l'Essonne.

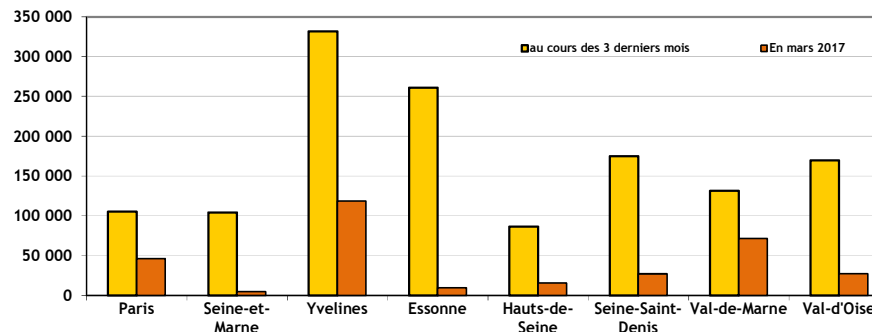
Les départements des Yvelines et du Val-de-Marne cumulent 59 % des heures d'activité partielle demandées ce mois-ci dans la région.

Paris concentre 14 % des heures demandées en mars dernier.

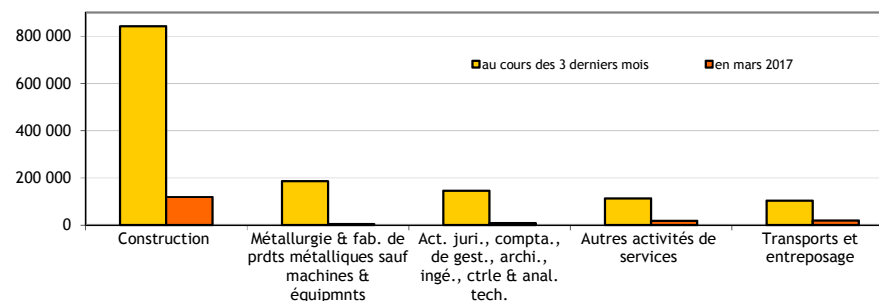
Le volume d'heures demandées est assez faible dans le reste des départements.

Le secteur de la construction a demandé 119 000 heures d'activité partielle, soit plus de 37 % du total régional tous secteurs confondus. Près des deux tiers de ces heures sont concentrées dans le département des Yvelines.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

(*) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Les plans de sauvegarde de l'emploi en mars 2017

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en mars	33	10	3		1	9	7	2		1
Cumul 2017	85	26	6	3	2	20	8	7	6	7
Cumul 2016 (janvier à mars)	100	28	2	4	5	37	6	6	7	5
Salariés concernés	3 652	256	88	19	626	770	1732	161		/
Cumul 2017	6 426	1 252	300	287	823	1 501	1 833	185	245	/
Cumul 2016 (janvier à mars)	8 552	1767	146	727	657	2369	1945	521	420	/
Evolution	-25%	-29%	105%	-61%	25%	-37%	-6%	/	-42%	/

En mars 2017, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 33 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 3 652 postes menacés dans le cadre de PSE ce mois, ce qui est un niveau très élevé, qui n'a été dépassé que 4 fois depuis juillet 2013.

Ce niveau élevé vient après quatre mois consécutifs durant lesquels le nombre de postes menacés par des PSE avait été relativement limité.

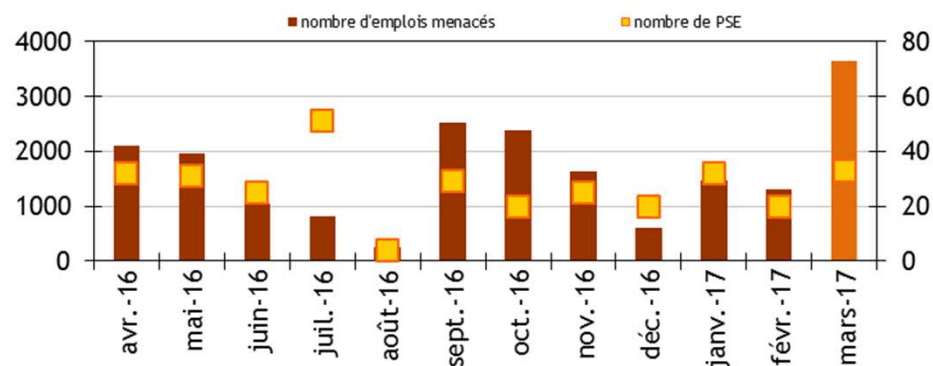
Le département le plus touché en proportion de son emploi local est la Seine-Saint-Denis, avec presque 4 emplois menacés pour 1000 emplois hébergés. La grande majorité des emplois sont menacés dans un établissement d'études techniques d'une compagnie de téléphonie mobile.

L'Essonne concentre également une proportion importante d'emplois menacés par rapport à son emploi local. Un établissement de soutien administratif d'un groupe hôtelier est particulièrement affecté.

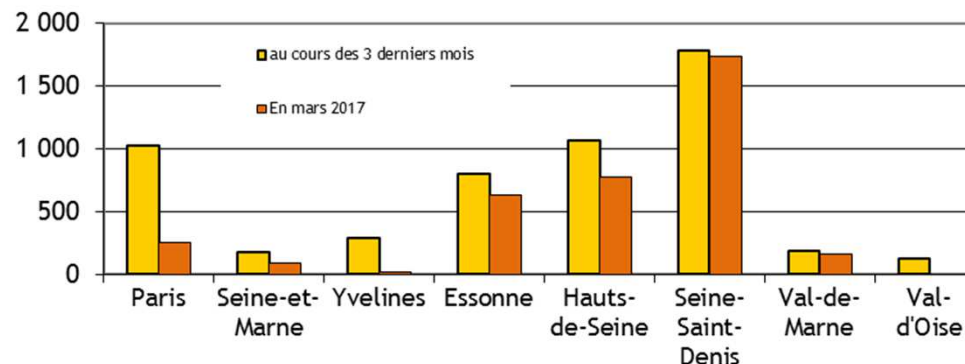
Les autres départements sont moins exposés.

Accompagnement des mutations économiques

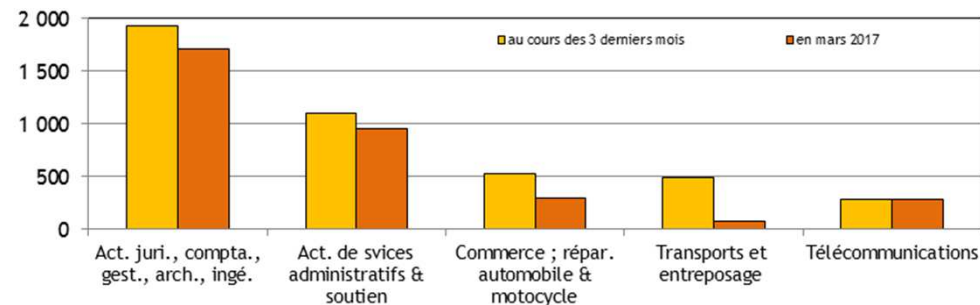
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés





Directrice de publication : Corinne Cherubini

Etude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Conception graphique : Emmanuelle Seguin

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île-de-France

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr